

Mémorial  Memorial
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 25 juillet 1914.

N^o 48.

Samstag, 25. Juli 1914.

Avis. — Administration des Postes et des Télégraphes.

Par arrêté grand-ducal en date du 15 juillet courant, M. J.-P. Fischer, ingénieur-électricien, a été nommé aux fonctions d'inspecteur des télégraphes.

Luxembourg, le 18 juillet 1914.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Post- und Telegraphenverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 15. Juli ct., ist Hr. J. P. Fischer, Elektro-Ingenieur, zum Telegraphen-Inspektor ernannt worden.

Luxemburg, den 18. Juli 1914.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Administration des Postes et des Télégraphes.

Par arrêté grand-ducal en date du 15 juillet courant, M. Edouard Jaques, docteur en droit, attaché à la Direction des Postes et des Télégraphes, a été nommé aux fonctions d'inspecteur des Postes.

Luxembourg, le 18 juillet 1914.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Post- und Telegraphenverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 15. Juli ct., ist Hr. Edouard Jaques, Doktor der Rechte, Attaché bei der Post- und Telegraphen-Direktion, zum Postinspektor ernannt worden.

Luxemburg, den 18. Juli 1914.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. Jean-Pierre-Félix Sinner, négociant à Larochette, de ses fonctions d'échevin de la commune de Larochette.

Luxembourg, le 15 juillet 1914.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist Hr. Johann Peter Felix Sinner, Handelsmann zu Fels, auf ein Ersuchen ehrenvolle Entlassung als Schöffe der Gemeinde Fels bewilligt worden.

Luxemburg, den 15. Juli 1914.

Der General-Direktor des Innern,
B r a u n.

Arrêté grand-ducal du 18 juillet 1914, approuvant différentes modifications aux statuts de la société anonyme « Samod, société anonyme pour la construction de maisons ouvrières à Dudelange ».

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'expédition authentique d'un acte reçu le 27 avril 1914 par le notaire Jules Gruber, de résidence à Eich, relatif à différentes modifications apportées aux statuts de la société anonyme dite « Samod, société anonyme pour la construction de maisons ouvrières à Dudelange », dont l'établissement a été autorisé et dont les statuts ont été approuvés par arrêté grand-ducal du 29 août 1910;

Vu l'art. 37 du Code de commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées les modifications apportées aux statuts de la société anonyme dite « Samod, société anonyme pour la construction de maisons ouvrières à Dudelange », tels que ces changements résultent de l'acte notarié prémentionné, annexé en expédition au présent arrêté.

Cette approbation est accordée sous réserve de tous droits des tiers.

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 18 juillet 1914.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Pour le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Le Directeur général
des travaux publics,
Ch. DE WAHA.

Großh. Beschluß vom 18. Juli 1914, wonach verschiedene Änderungen am Statut der anonymen Gesellschaft « Samod, société anonyme pour la construction de maisons ouvrières à Dudelange » zu Düdelingen, genehmigt werden.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht der authentischen Ausfertigung eines am 27. April 1914 durch den Notar Jules Gruber zu Eich aufgenommenen Aktes, betreffend verschiedene Änderungen am Statut der anonymen Gesellschaft „Samod, société anonyme pour la construction de maisons ouvrières à Dudelange“, zu Düdelingen, deren Errichtung und Statut durch Großh. Beschluß vom 29. August 1910 ermächtigt, bezw. genehmigt wurden;

Nach Einsicht des Art. 37 des Handelsgesetzbuches;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die am Statut der anonymen Gesellschaft „Samod, société anonyme pour la construction de maisons ouvrières à Dudelange“ zu Düdelingen vorgenommenen Änderungen, sowie sich dieselben aus der vorerwähnten notariellen Urkunde ergeben, von der eine Ausfertigung hier beiliegt, sind genehmigt.

Diese Genehmigung ist erteilt unbeschadet aller Rechte Dritter.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 18. Juli 1914.

Maria Adelsheid.

Für den Staatsminister,
Präsident der Regierung.

Der General-Direktor
der öffentlichen Arbeiten,
R. de Waha.

ANNEXE.

Extrait.

L'an 1914, le lundi, 27 avril, à 7 heures du soir, à Luxembourg, en l'Hôtel Beyens;

A la requête de la société anonyme dite « *Samod, société anonyme pour la construction de maisons ouvrières à Dudelange* », ayant son siège à Dudelange, constituée suivant acte reçu le 27 juillet 1910 par le notaire Oscar *Thilges* de Dudelange et autorisée par arrêté grand-ducal du 29 août 1910,

M^e Jules *Gruber*, notaire de résidence à Eich, Grand-Duché de Luxembourg, en présence des deux témoins ci-après nommés, a dressé le procès-verbal des délibérations et résolutions de l'assemblée générale des actionnaires de la dite société, fixée à ces jour, heure et lieu, en tant que ces délibérations portent sur les articles suivants à l'ordre du jour: 1^o Changement des statuts.

Les convocations à la présente assemblée ont eu lieu par lettre du 20 avril 1914, adressée par M. Emile *Mayrisch*, directeur général, demeurant à Dudelange, actionnaire de la dite société, à tous les actionnaires.

L'assemblée désigne M. Léon *Metz*, industriel, demeurant à Esch-s.-Alz., pour présider la séance; M. Emile *Mayrisch* susqualifié fait l'office de secrétaire.

Sont nommés scrutateurs: MM. Gaston *Barbanson*, industriel, demeurant à Dreibern-lez-Wormeldange, et Norbert *Le Gallais*, industriel, demeurant à Luxembourg.

M. le président déclare la séance ouverte; il constate que tous les actionnaires sont présents ou représentés.

Ad. 1^{er}. — M. le président propose d'apporter aux statuts les changements suivants:

Art. 1^{er} des statuts: Les mots « à Dudelange » sont à supprimer.

L'art. 2 sera libellé comme suit:

« Le siège de la société est à Dudelange; il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil d'administration. »

Art. 8. — A ajouter derrière les mots: « Hauts-fourneaux et forges de Dudelange », les mots suivants: « qui a pris par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 1911 le nom de « Société anonyme des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange. »

L'art. 30 est modifié comme suit:

« Les convocations aux assemblées générales signées par le conseil d'administration doivent porter l'ordre du jour de l'assemblée. Elles sont faites quinze jours d'avance et se font par la voie de deux journaux du Grand-Duché. »

Art. 38. — Remplacer les mots de « à Dudelange » par « au siège social »

Remplacer les mots « dans la première quinzaine du mois d'août » par « au courant du mois d'octobre. »

Art. 41. — Remplacer les mots: « 1^{er} mai » par « 1^{er} août. »

Art. 42. — Remplacer les mots « au plus tard le 15 juin » par « au plus tard le 15 septembre de chaque année. »

Cette proposition n'ayant donné lieu à aucune discussion, l'assemblée générale décide à l'unanimité l'acceptation de ces changements.

Dont acte etc. . . .

(Suivent les signatures.)

Arrêté du 17 juillet 1914, portant approbation des statuts de la caisse publique de crédit agricole et professionnel établie à Bœvange (Clervaux).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu l'art. 7 de la loi du 27 mars 1900, concernant la création de caisses publiques de crédit agricole et professionnel, et l'art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 20 juin 1902, concernant le même objet;

Vu son arrêté du 25 juin dernier, portant création d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel à Bœvange (Clervaux);

Vu les statuts de la dite caisse délibérés en séance du conseil communal de Bœvange du 12 juillet courant;

Vu le rapport de M. le directeur de la Caisse d'épargne du 15 juillet courant;

Attendu que les statuts de la dite caisse sont en concordance avec les lois et le règlement sur la matière;

Arrête:

Article unique. Les statuts de la caisse publique de crédit agricole et professionnel établie à Bœvange (Clervaux) sont approuvés et seront publiés, avec le présent arrêté, par la voie du *Mémorial*.

Luxembourg, le 17 juillet 1914.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Beschluß vom 17. Juli 1914, die Genehmigung des Statuts der zu Bøgen (Clerv) errichteten öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit betreffend.

Der General Direktor der Finanzen;

Nach Einsicht des Art. 7 des Gesetzes vom 27. März 1900, betreffend die Errichtung von öffentlichen Kassen für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit, sowie des Art. 1 des Beschlusses vom 20. Juni 1902, über denselben Gegenstand;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 25. Juni letzthin, die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit zu Bøgen (Clerv) betreffend;

Nach Einsicht des vom Gemeinderat von Bøgen in seiner Beratung vom 12. Juli et. aufgestellten Statuts genannter Kasse;

Nach Einsicht des Berichtes des Direktors der Sparkasse vom 15. Juli et.;

In Anbetracht daß das Statut genannter Kasse mit den einschlägigen Gesetzen und Reglementen übereinstimmt;

Beschließt:

Einziger Artikel. Das Statut der zu Bøgen (Clerv) errichteten Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit wird hiernit genehmigt und soll nebst gegenwärtigem Beschlusse im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxembourg, den 17. Juli 1914.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Statut der öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit zu Bøgen (Clerv).

Kap. I. — *Name, Gegenstand und Bezirk der Kasse.*

Art. 1. Die Kasse führt den Namen *Öffentliche Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit zu Bøgen*; dieselbe fällt unter die Bestimmungen der Gesetze vom 27. März 1900 und vom 7. Februar 1905, des Ministerial-Erlasses vom 20. Juni 1902, sowie des gegenwärtigen Statutes.

Art. 2. Die Aufsicht über die Kreditkasse wird

durch die Verwaltung der Sparkasse ausgeübt. Letztere hat darauf zu halten, daß die gesetzlichen und statutarischen Vorschriften beobachtet werden, und erteilt die hierzu benötigten Anweisungen.

Art. 3. Die Kreditkasse gewährt gegen Bürgschaft verzinliche Darlehn an Landwirte, Handwerker, kleine Handelsleute und kleine Gewerbetreibende, Beamte, Angestellte und Arbeiter.

Art. 4. Der Geschäftskreis der Kreditkasse umfaßt die Gemeinde Bögen.

Kap. 11. — Der Verwaltungsrat.

Art. 5. Der Verwaltungsrat der Kreditkasse besteht aus dem Präsidenten, 2 wirklichen und 2 Ergänzungsmitgliedern.

Der Präsident wird durch die Verwaltung der Sparkasse ernannt. Die Mitglieder werden vom Gemeinderat gewählt.

Art. 6. Der Präsident und die Verwaltungsmglieder müssen:

1. Luxemburger sein; 2. im Kassenbezirk wohnen; 3. am Tage der Wahl wenigstens volle 21 Jahre alt sein und 4. in vollem Genusse der Zivilrechte sein.

Von den in Rede stehenden Funktionen sind ausgeschlossen:

1. die Wirte; 2. diejenigen, welche in Folge Verurteilung des Rechtes der Wählbarkeit verlustig gegangen sind; 3. diejenigen, welche durch Art. 13 des Gesetzes vom 13. Juli 1913, betreffend die Abänderung des Wahlgesetzes, von dem Wahlrechte ausgeschlossen sind.

Das Mitglied, welches der einen oder der anderen der in Abs. 1 gegenwärtigen Artikels erwähnten Bedingungen verlustig geht, oder auf welches einer der in Abs. 2 aufgeführten Fälle zutrifft, hört von Rechts wegen auf, Mitglied des Verwaltungsrates zu sein.

Art. 7. Der Präsident des Verwaltungsrates wird auf die Dauer von 2 Jahren ernannt.

Die Wahl der Mitglieder erfolgt für einen Zeitraum von 4 Jahren; dieselben werden alle 2 Jahre je zur Hälfte erneuert. Die ausscheidenden Mitglieder und Ergänzungsmglieder der ersten, beziehungsweise der zweiten Serie, werden durch das Los bestimmt. Die Ausscheidenden sind wieder wählbar.

Art. 8. Die Verwaltung der Sparkasse bezeichnet eines der Verwaltungsratsmitglieder behufs Ersetzung des Präsidenten im Verhinderungsfalle.

Die wirklichen Mitglieder werden im Verhinderungsfalle durch Ergänzungsmglieder ersetzt.

Im Falle Ablebens oder Entlassung eines wirklichen oder Ergänzungsmgliedes wird zu einer Ersatzwahl geschritten; der Neugewählte endigt die Amtszeit des ausgeschiedenen Mitgliedes.

Art. 9. Der Verwaltungsrat tritt auf Berufung seines Präsidenten zusammen, so oft das Interesse

der Kreditkasse dies erheischt; zwischen der Einberufung und dem Zusammentritt muß wenigstens ein voller Tag liegen.

Der Präsident ist verpflichtet, den Verwaltungsrat einzuberufen, wenn dies von 3 Mitgliedern, unter Angabe der Verhandlungsgegenstände, schriftlich beantragt wird.

Die Verwaltung der Sparkasse ist ebenfalls berechtigt, die Einberufung des Verwaltungsrates zu verlangen und, falls diesem Begehren nicht Folge geleistet wird, selbst, von Amts wegen, den Tag der Zusammenkunft zu bestimmen; in diesem Falle ist der Direktor der Sparkasse, beziehungsweise dessen Delegierter, befugt, die Verhandlungen zu leiten.

Art. 10. Verwandte oder Verschwägerte bis zum 3. Grade einschließlich dürfen nicht gleichzeitig Mitglied des Verwaltungsrates sein.

Art. 11. Die Mitglieder des Verwaltungsrates dürfen an keiner Verhandlung über eine Angelegenheit, in welcher sie selbst oder einer ihrer Verwandten oder Verschwägerten bis zum Grade von Geschwister-Enkel einschließlich interessiert wären, teilnehmen.

Art. 12. Der Präsident bestimmt die Tagesordnung und leitet die Verhandlungen des Rates; letzterer bestimmt selbst das Verfahren bei den Verhandlungen; das Protokoll über die Verhandlungen wird von allen Mitgliedern, welche an den Beratungen teilgenommen haben, unterzeichnet.

Art 13. Zur gültigen Beschlußfassung ist die Anwesenheit von 3 Mitgliedern des Verwaltungsrates mit Einschluß des Präsidenten erforderlich; jeder Beschluß muß wenigstens 2 Stimmen auf sich vereinigen.

Art. 14. Ein der Kreditkasse zugeteilter Schriftführer ist mit der Abfassung der Sitzungsprotokolle sowie der Korrespondenz der Kreditkasse beauftragt. Der Verwaltungsrat kann diese Funktionen einem seiner Mitglieder oder dem Rechnungsführer der Kreditkasse übertragen.

Art. 15. Der Schriftführer der Kreditkasse wohnt den Sitzungen des Verwaltungsrates bei; er hat kein Stimmrecht, wenn er nicht gleichzeitig wirkliches Mitglied ist.

Art. 16. Wenn der Verwaltungsrat sich weigert, die ihm durch die Gesetze oder das Statut vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen, so sind die Funktionen seiner Mitglieder erloschen. In diesem Falle

hat die Sparkasse selbst oder durch einen Delegierten die Befugnisse und Pflichten des Rates auf Kosten der Kreditkasse auszuüben, und sofort die behufs Ersetzung der Verwaltungsrats-Mitglieder notwendigen Maßregeln zu ergreifen.

Art. 17. Dasjenige Verwaltungsrats-Mitglied, welches sich weigert, dem Gesetze oder den Bestimmungen des Statuts Folge zu leisten, oder welches ohne rechtmäßigen Grund drei aufeinander folgenden Sitzungen des Verwaltungsrates beizuwohnen versäumt, kann von der Verwaltung der Sparkasse seines Amtes verlustig erklärt werden. Gegen diesen Entscheid kann Beschwerde bei der Regierung erhoben werden; diese Beschwerde ist jedoch nur innerhalb 14 Tagen von der Zustellung des Entscheides an den Beteiligten ab, zulässig.

Art. 18. Die Regierung kann den Verwaltungsrat auflösen. Der diesbezügliche Beschluß wird dem Bürgermeister der Gemeinde zugestellt. Binnen 14 Tagen von dieser Zustellung ab wird zu einer Neuwahl geschritten.

Art. 19. Die Mitglieder des Verwaltungsrates verwalten ihr Amt als Ehrenamt; die denselben in Ausübung ihrer Funktionen erwachsenen baren Auslagen sind ihnen nach vorheriger Genehmigung der Verwaltung der Sparkasse zu ersetzen.

Kap. III. — *Obliegenheiten des Verwaltungsrates.*

Art. 20. Der Verwaltungsrat ist mit der Gesamt-Verwaltung der Kreditkasse betraut, soweit nicht einzelne Angelegenheiten durch das Gesetz oder das Statut andern Organen vorbehalten sind.

Insbesondere hat er darauf zu achten, daß die Darlehn zu dem Zwecke, zu welchem sie gewährt sind, verwandt werden; er hat ferner die pünktliche Rückzahlung derselben zu überwachen.

Art. 21. Der Verwaltungsrat vertritt die Kreditkasse in allen gerichtlichen und außergerichtlichen Angelegenheiten. Diese Vertretung erstreckt sich auch auf diejenigen Geschäfte und Rechtsverhandlungen, für welche eine Spezialvollmacht erfordert ist.

Die Kreditkasse ist verpflichtet und haftet für alle Angelegenheiten, welche der Verwaltungsrat innerhalb der Grenzen seiner gesetzlichen und statutarischen Vollmachten in ihrem Namen abschließt. Sie genießt dagegen unter denselben Bedingungen alle daraus hervorgehenden Rechte. Zur Legitimation bei gerichtlichen oder außergerichtlichen Rechtsgeschäften genügt die Bescheinigung der

Sparkasse, daß die darin bezeichneten Personen den Verwaltungsrat bilden.

Art. 22. Der Verwaltungsrat beschließt endgültig über die Annahme der Darlehnsgesuche, die Darlehnsbedingungen und den Zinsfuß, zu welchem die Darlehn erfolgen.

Alle übrigen Beschlüsse des Verwaltungsrates unterliegen der Genehmigung der Sparkasse; wird diese Genehmigung verweigert, so entscheidet der zuständige General-Direktor.

Art. 23. Ohne Ermächtigung der Regierung darf die Kreditkasse, anderswo denn bei der Sparkasse, keine Anleihe machen.

Art. 24. Der Präsident vollzieht die Beschlüsse des Verwaltungsrates. Er hat darauf zu achten, daß die Buch- und Kassenführung regelrecht besorgt werden.

Er leitet den Geschäftsgang der Kreditkasse und unterzeichnet gleichzeitig mit dem Schriftführer sämtliche die Kreditkasse betreffende Schriftstücke und Urkunden, alles unbeschadet jedoch der dem Rechnungsführer zustehenden Befugnisse.

Er nimmt Kassenrevisionen vor, so oft er dies für nötig erachtet, jedoch wenigstens einmal im Monat. Diese Revisionen werden durch ein Visa in den Büchern bekundet.

Art. 25. In Dringlichkeitsfällen trifft der Präsident jede im Interesse der Kreditkasse erforderliche Anordnung, mit der Verpflichtung jedoch, den Verwaltungsrat ohne Verzug davon zu verständigen.

Art. 26. Die Kreditkasse darf, ohne hierzu von der Verwaltung der Sparkasse ermächtigt zu sein, weder als Klägerin noch als Beklagte vor Gericht auftreten.

Kap. IV. — *Allgemeine Darlehnsbedingungen.*

Art. 27. Die Darlehn an eine und die nämliche Person dürfen insgesamt den Betrag von 1000 Fr. nicht übersteigen. Die Rückzahlungsfrist darf höchstens auf 3 Jahre festgestellt werden.

Ausnahmsweise und mit Zustimmung der Verwaltung der Sparkasse können Darlehn auch bis zum Betrage von 2000 Fr. und auf eine Dauer von 5 Jahren gewährt werden.

Bei Darlehn über Jahresfrist hinaus hat der Darlehnsnehmer sich zu verpflichten, jede 6 Monate, oder doch wenigstens jedes Jahr, eine namhafte Abschlagszahlung zu leisten, so zwar, daß nach Ablauf der gestellten Frist womöglich die ganze Schuld getilgt ist.

Art. 28. Das Darlehn darf nicht weniger als 25 Fr. betragen.

Art. 29. Die Kreditkasse gewährt Darlehn nur gegen Stellung eines oder zweier Bürgen. Die Bürgen haften mit dem Anleiher solidarisch für die Rückzahlung des Darlehns, die Zahlung der Zinsen und etwaiger Kosten.

Darlehnsnehmer und Bürgen müssen bezüglich ihrer persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse, ihrer Zuverlässigkeit und Ehrenhaftigkeit, Gewähr für die Erfüllung der übernommenen Verbindlichkeiten bieten.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates, sowie der Schrift- und Rechnungsführer werden als Bürgen nicht zugelassen.

Art. 30. Hypothekar-Darlehn sind untersagt.

Die Kreditkasse ist jedoch befugt, in den Fällen, wo sie Gefahr läuft, eines Guthabens verlustig zu gehen, die notwendigen Maßregeln zu treffen, um sich eine gerichtliche oder eine vertragsmäßige Hypothek zu verschaffen.

Art. 31. Der Darlehnsnehmer muß in dem Bezirk der Kreditkasse wohnen; dies gilt auch, in der Regel, für die Bürgen.

Art. 32. Der Zinsfuß darf 5 % pro Jahr nicht übersteigen.

Art. 33. Anträge auf Gewährung von Darlehn werden schriftlich oder mündlich bei dem Präsidenten oder dem Schriftführer der Kreditkasse gestellt, unter genauer Angabe des Betrages und des Zweckes des nachgesuchten Darlehns, der Namen, Stand, und Wohnort des Bürgen, des Zeitpunktes und der Art der Rückzahlung.

Art. 34. Weder als Darlehnsnehmer noch als Bürge werden zugelassen:

1. diejenigen, welche in Vermögensverfallszustand geraten oder notorisch zahlungsunfähig sind;
2. diejenigen, welche gelegentlich eines frühern Darlehns entweder die Kreditkasse oder einen der Bürgen in Verlust gebracht haben;
3. diejenigen, welche ein früheres Darlehn auf falsche Angaben hin erhalten haben.

Art. 35. Über das empfangene Darlehn haben Schuldner und Bürgen einen Schuldschein unter Privatunterschrift auszustellen.

Ist der Schuldner oder der Bürge des Schreibens unkundig, so wird, auf Kosten des Darlehnsnehmers, ein notarieller Akt über das Darlehn aufgenommen.

Art. 36. Dem Schuldner ist es freigestellt, das Darlehn jederzeit, ganz oder teilweise, zurückzahlen; Teilrückzahlungen müssen wenigstens 5 Fr. betragen.

Eine Zahlung, die zur Deckung des Kapitals und der Zinsen nicht ausreicht, wird zuerst auf die Zinsen angerechnet.

Art. 37. Ungeachtet der gewährten Rückzahlungsfristen, und unbeschadet der durch das Gesetz vorgesehenen Fälle, hat die Kreditkasse das Recht, die sofortige Rückzahlung des Darlehns, an Hauptsumme und Akzessorien zu fordern:

1. wenn der Schuldner, ohne vorgängige Zustimmung des Verwaltungsrates, das Darlehn zu einem andern als zu dem im Darlehnsvertrag bezeichneten Zweck verwendet;
2. wenn er mit einer vertragsmäßigen Zahlung über einen Monat im Rückstande bleibt;
3. wenn eine Zwangsvollstreckung gegen ihn oder seinen Bürgen angeordnet ist;
4. wenn er oder sein Bürge in Falliments- oder Vermögensverfallszustand gerät oder eine gerichtliche Abtretung seiner Güter bewilligt hat;
5. wenn er oder der Bürge den Bezirk der Kreditkasse definitiv verläßt und auswärts seinen Wohnsitz nimmt.

Bei Eintreffen eines der obigen Fälle wird das Darlehn von Rechts wegen, und ohne daß es einer vorausgegangenen Inverzugsetzung bedarf, rückforderbar.

Art. 38. Die Verweigerung eines nachgesuchten Darlehns wird zur Kenntnis des Darlehnsuchers gebracht; letzterer ist nicht befugt, die Mitteilung der Gründe des abschlägigen Bescheides zu verlangen.

Art. 39. Die Zinsen des Darlehns sind halbjährlich zu entrichten.

Bei der Berechnung der Zinsen wird das Jahr zu 360 Tagen und die Monate zu 30 Tagen gerechnet.

Art. 40. Sämtliche Zahlungen haben zu erfolgen in Münzen, welche in den öffentlichen Kassen des Staates Kurs haben, und sind zu leisten unter die Hände und gegen Quittung des Rechnungsführers, unbeschadet der Bestimmung des Art. 4 des ministeriellen Beschlusses vom 20. Juni 1902.

Art. 41. Der Verwaltungsrat ist befugt, Zahlungsausstand bis zu 3 Monaten zu gewähren; längeren Ausstand darf er nur mit Zustimmung der Verwaltung der Sparkasse bewilligen.

Kap. V. — Die Buchführung.

Art. 42. Die Bezeichnung der zur Buchführung erforderlichen Bücher, sowie das Visa derselben erfolgt durch die Verwaltung der Sparkasse.

Art. 43. Alle Einnahmen und Ausgaben werden von dem Rechnungsführer bewerkstelligt.

Art. 44. Der Rechnungsführer wird vom Verwaltungsrat ernannt; diese Ernennung muß durch die Verwaltung der Sparkasse bestätigt werden.

Art. 45. Der Rechnungsführer bezieht eine feste Entschädigung zu Lasten der Kreditkasse; die Gewährung von Tantiemen ist nicht zulässig; der Rechnungsführer kann nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein.

Art. 46. Die Höhe und der Bestand der durch den Rechnungsführer zu stellenden Kautions wird durch den General-Direktor der Finanzen auf den Vorschlag des Verwaltungsrates der Kreditkasse und auf das Gutachten der Sparkasse hin, festgesetzt.

Art. 47. Das Rechnungsjahr beginnt am 1. Januar und endigt am 31. Dezember; auf diesen letzteren Tag werden sämtliche Rechnungen an Hauptsumme und Zinsen abgeschlossen.

Art. 48. Die Bilanz wird vom Verwaltungsrat aufgestellt. Die Forderungen werden, mit Wert am Tage des Rechnungsabschlusses, eingetragen; die zweifelhaften Forderungen sind nach ihrem wahrscheinlichen Werte anzusetzen, wogegen die als uneinbringlich anzusehenden auf dem Gewinn- und Verlustkonto abzuschreiben sind.

Die Verwaltung der Sparkasse prüft die Jahresrechnungen und die Bilanz und erteilt Entlastung, nachdem die Bilanz dem Gemeinderate mitgeteilt worden.

Kap. VI. — Reservefonds.

Art. 49. Behufs Deckung der eventuellen Verluste wird von dem erzielten Gewinn eine Summe bis zu 25 % der Verbindlichkeiten der Kreditkasse zur Bildung eines Reservefonds erhoben.

Art. 50. Der Reservefonds wird entweder in einem Sparkassenbuch oder in Schuldverschreibungen des Staates oder inländischer Gemeinden angelegt.

Die Regierung kann nach eingeholtem Gutachten der Sparkasse auch jede andere Anlage gestatten. Die Wertpapiere der Kreditkasse werden der Sparkasse zur Aufbewahrung übergeben.

Art. 51. Der Gewinn, welcher den im vorstehen-

den Artikel 50 festgesetzten Betrag übersteigt, wird den beteiligten Gemeindesektionen in dem Verhältnisse der Quote, welche ihnen in den direkten Steuern obliegt, behufs Verwendung zu gemeinnützigen, gesetzlich nicht vorgesehenen Ausgaben, überwiesen.

Sofern dieser Überschuß auf eine Verringerung der Verbindlichkeiten der Kreditkasse zurückzuführen ist, wird derselbe den Gemeinden erst 3 Jahre nach Abschluß der betreffenden Jahresrechnung zur Verfügung gestellt.

Kap. VII. — Abänderungen des Statuts.

Art. 52. Anträge auf Abänderung des Statuts sind von dem Verwaltungsrat der Kreditkasse, von dem Gemeinderat und von der Verwaltung der Sparkasse zu begutachten und bedürfen der Genehmigung der Regierung.

Kap. VIII. — Auflösung der Kreditkasse.

Art. 53. Auf den Vorschlag des Gemeinderates kann die Regierung die Auflösung der Kreditkasse verfügen. Nach Anhörung des Verwaltungsrates der Kreditkasse und nach eingeholtem Gutachten der Verwaltung der Sparkasse kann die Regierung sogar von Amts wegen die Kreditkasse auflösen, sobald dieselbe nicht mehr in der Lage ist, ihren Verpflichtungen dauernd nachzukommen.

In diesem Falle wird die Liquidation durch den Verwaltungsrat bewerkstelligt. Sollte dieser letztere sich dieser Pflicht entziehen, so wird die Verwaltung der Sparkasse die im Interesse dieser Liquidation notwendigen Maßregeln ergreifen.

Art. 54. Das nach Abzug aller Schulden verbleibende Reinvermögen fällt der Gemeinde zu.

Art. 55. Falls die Kreditkasse ihre Tätigkeit einstellt, oder falls eine der Sektionen des Kassenbezirks aus dem Verband der Kreditkasse ausscheiden will, wird, ähnlich wie bei der Auflösung, zur Liquidation geschritten.

Kap. IX. — Allgemeine Bestimmungen.

Art. 56. Die Kreditkasse ist verpflichtet, die Verwaltung der Sparkasse oder deren Delegierten von den Verhandlungsprotokollen des Verwaltungsrates, sowie von den Büchern und Rechnungen Einsicht nehmen zu lassen und die Prüfung des Kassenbestandes zu gestatten. Der Bürgermeister der Gemeinde, in welcher die Kreditkasse ihren Sitz hat, ist berufen, dieser Prüfung beizuwohnen.

Art. 57. Die Verhandlungen des Verwaltungsrates der Kreditkasse, mit Ausnahme derjenigen,

welche die Darlehnsgesuche zum Gegenstand haben, werden innerhalb 8 Tagen der Sparkasse in Abschrift eingesandt.

Art. 58. Die zum Kassendienst herangezogenen Beamten unterstehen den Anordnungen des Verwaltungsrates in allen die Kreditkasse betreffenden Angelegenheiten. Dem Verwaltungsrate stehen indessen keine Disziplinarbefugnisse über diese Beamten zu.

Art. 59. Alle Personen, welche irgendwie an der Geschäftstätigkeit der Kreditkasse teilnehmen, sind verpflichtet, betreffs der über die Privatver-

hältnisse der Darlehnsnehmer erhaltenen Auskünfte, sowie betreffs alles dessen, was bei Gelegenheit der Operationen, die sie vornehmen, zu ihrer Kenntnis gelangt, das Geheimnis zu wahren.

Art. 60. Auf den Bericht der Verwaltung der Sparkasse und nach Anhörung des Verwaltungsrates der Kreditkasse, sowie des Gemeinderat : entscheidet der zuständige General-Direktor über sämtliche Schwierigkeiten, zu welchen die Auslegung und Ausführung des gegenwärtigen Statuts Anlaß geben können, dies unbeschadet der den Gerichten zustehenden Befugnisse.

Avis. — Indigénat.

Par arrêté grand-ducal du 26 juin 1914, M. Henri Lucas, né à Metzert (Luxembourg-Belge), le 27 octobre 1870 et demeurant à Oberpallen, a été autorisé à rentrer dans le Grand-Duché, et le 12 de ce mois il a fait devant le bourgmestre de la commune de Beckerich la déclaration prévue par l'art. 18 du Code civil. En conséquence M. Henri Lucas a recouvré la qualité de Luxembourgeois.

Luxembourg, le 17 juillet 1914.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Avis. — Assurance-vieillesse et invalidité.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, MM. Georges Faber, vice-président du tribunal d'arrondissement à Luxembourg, et Louis Funck, juge au dit tribunal, ont été nommés aux fonctions de président, resp. président suppléant près le tribunal arbitral en matière d'assurance-vieillesse et invalidité, de Luxembourg, en remplacement de MM. Schlessler et Leidenbach, promus à d'autres fonctions.

MM. Faber et Funck rempliront le mandat de leurs prédécesseurs, lequel expirera le 31 décembre 1916.

Luxembourg, le 20 juillet 1914.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Staatsangehörigkeit.

Durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1914, ist Hr. Heinrich Lucas, geboren zu Metzert (Belgien) am 27. Oktober 1870 und wohnhaft zu Oberpallen, zur Rückkehr in das Großherzogtum ermächtigt worden. Am 12. d. Mts. hat derselbe vor dem Bürgermeister der Gemeinde Beckerich die durch Art. 18 des Zivilgesetzbuches vorgesehene Erklärung abgegeben und somit die Eigenschaft als Luxemburger wieder erlangt.

Luxembourg, den 17. Juli 1914.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Bekanntmachung. — Alters- und Invalidentversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die H. H. Georg Faber, Vizepräsident am Bezirksgericht zu Luxemburg, und Ludwig Funck, Richter am selben Bezirksgericht, zum Präsidenten bezw. stellvertretenden Präsidenten am Schiedsgericht in Alters- und Invalidentangelegenheiten, zu Luxemburg, ernannt worden, in Ersetzung der zu andern Funktionen berufenen H. H. Schlessler und Leidenbach.

Die H. H. Faber und Funck vollenden die Amtszeit ihrer Vorgänger, die mit dem 31. Dezember 1916 abläuft.

Luxembourg, den 20. Juli 1914.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 3 au 17 août 1914 dans la commune de Walferdange une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour travaux d'assainissement au lieu dit « In den Elterstrachen » à Bereldange.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Walferdange à partir du 3 août prochain.

M. *Weicker*, membre de la Commission d'agriculture à Sandweiler, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 17 août prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la salle communale de Walferdange.

Luxembourg, le 11 juillet 1914.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Avis. — Associations syndicales.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera procédé à l'enquête sur les projets et statuts d'associations syndicales à créer pour l'établissement de travaux d'assainissement 1° à Steinsel, au lieu dit « In den Langlaachen », du 10 au 24 août 1914; 2° à Steinsel, au lieu dit « Im Brill », du 17 au 31 août 1914; 3° à Steinsel, au lieu dit « Unter der Kirch », du 24 août au 7 septembre 1914.

Les pièces prévues par l'art. 1^{er} de l'arrêté r. gr.-d. du 21 janvier 1885, seront déposées,

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883, wird vom 3. auf den 17. August 1914 in der Gemeinde Walferdingen eine Voruntersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Entwässerung der Wiesen, Ort genannt „In den Elterstrachen“ zu Bereldingen.

Der Situationsplan, der Kostenschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer, sowie das Projekt des Genossenschaftsaktens sind auf dem Gemeindefekretariat von Walferdingen, vom 3. August künftighin ab, hinterlegt.

Hr. *Weicker*, Mitglied der Ackerbaukommission zu Sandweiler, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten, am 17. August k., von 9 bis 11 Uhr morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2 bis 4 Uhr nachmittags, etwaige Einsprüche im Gemeindefsaale zu Walferdingen entgegennehmen.

Luxemburg, den 11. Juli 1914.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaften.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 20. Dezember 1883 erfolgt die Untersuchung über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage einer Wiesenentwässerung 1. zu Steinsel, Ort genannt „In den Langlaachen“, vom 10. auf den 24. August 1914; 2. zu Steinsel, Ort genannt „Im Brill“, vom 17. auf den 31. August 1914; 3. zu Steinsel, Ort genannt „Unter der Kirch“, vom 24. August auf den 7. September 1914.

Die durch Art. 1 des Rgl.-Großh. Beschlusses vom 21. Januar 1885. bezeichneten Aktenstücke

pendant le délai indiqué, aux secrétariats communaux intéressés.

Luxembourg, le 18 juillet 1914.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Arrêté du 22 juillet 1914, portant répartition des subsides en faveur des écoles primaires supérieures pour l'année scolaire 1913/1914.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu l'art. 236 du budget des dépenses de l'État pour l'exercice 1914;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les subsides suivants sont accordés, pour l'année 1914, en faveur de l'enseignement primaire supérieur, savoir:

1 ^o à la commune de Bettembourg, section chef-lieu (garçons)	fr. 2.400
2 ^o à la même commune (filles)	» 1.000
3 ^o à la ville de Differdange, section chef-lieu (garçons)	» 2.400
4 ^o à la même ville, section chef-lieu (filles)	» 850
5 ^o à la même ville, section de Niederkorn (filles)	» 850
6 ^o à la ville de Dudelange (garçons)	» 3.200
7 ^o à la commune d'Eich (garçons)	» 2.400
8 ^o à la même commune (filles)	» 850
9 ^o à la ville de Grevenmacher (garçons)	» 2.500
10 ^o à la même ville (filles)	» 850
11 ^o à la ville d'Echternach (filles)	» 850
12 ^o à la ville de Hollerich (garçons)	» 2.400
13 ^o à la même ville (filles)	» 850
14 ^o à la commune de Larochette (garçons)	» 2.700

werden während obiger Frist auf den betreffenden Gemeinde-Sekretariaten offen liegen.

Luxemburg, den 18. Juli 1914.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Beschluß vom 22. Juli 1914, die Verteilung der Subsidien zu Gunsten der Oberprimarschulen für das Schuljahr 1913/1914 betreffend.

Der General-Direktor des Innern;

Nach Einsicht des Art. 236 des Ausgabenbudgets für 1914;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Beschließt:

Art. 1. Zu Gunsten der Oberprimarschulen werden fürs laufende Schuljahr nachstehende Subsidien bewilligt:

1. der Gemeinde Bettemburg, Hauptsektion (Knaben)	fr. 2.400
2. der Gemeinde Bettemburg (Mädchen)	» 1.000
3. der Stadt Differdingen, Hauptsektion (Knaben)	» 2.400
4. der Stadt Differdingen, Hauptsektion (Mädchen)	» 850
5. der Stadt Differdingen, Sektion Niederkorn (Mädchen)	» 850
6. der Stadt Düdelingen (Knaben)	» 3.200
7. der Gemeinde Eich (Knaben)	» 2.400
8. der Gemeinde Eich (Mädchen)	» 850
9. der Stadt Grevenmacher (Knab.)	» 2.500
10. der Stadt Grevenmacher (Mädchen)	» 850
11. der Stadt Echternach (Mädchen)	» 850
12. der Stadt Hollerich (Knaben)	» 2.400
13. der Stadt Hollerich (Mädchen)	» 850
14. der Gemeinde Fels (Knaben)	» 2.700

15° à la ville de Luxembourg.....	fr. 3.100	15. der Stadt Luxemburg	Fr. 3.100
16° à la commune de Mamer, section chef-lieu (garçons).....	» 2.500	16. der Gemeinde Mamer, Haupt- sektion (Knaben).....	„ 2.500
17° à la commune de Mersch, section chef-lieu (garçons).....	» 2.500	17. der Gemeinde Mersch, Haupt- sektion (Knaben).....	„ 2.500
18° à la commune de Petange (gar- çons)	» 2.400	18. der Gemeinde Péttingen (Knab.)	„ 2.400
19° à la commune de Redange, sec- tion chef-lieu (garçons)	» 2.500	19. der Gemeinde Redingen, Haupt- sektion (Knaben).....	„ 2.500
20° à la ville de Remich (garçons) ...	» 2.500	20. der Stadt Remich (Knaben)....	„ 2.500
21° à la même ville (filles)	» 850	21. der Stadt Remich (Mädchen)...	„ 850
22° à la commune de Rosport (gar- çons)	» 2.400	22. der Gemeinde Rosport (Knaben)	„ 2.400
23° à la ville de Rumelange (garçons)	» 2.400	23. der Stadt Rümelingen (Knab.)	„ 2.400
24° à la même ville (filles)	» 850	24. der Stadt Rümelingen (Mäd- chen).....	„ 850
25° à la commune de Troisvierges (garçons)	» 2.700	25. der Gemeinde Ulflingen (Knab- en)	„ 2.700
26° à la ville de Vianden (garçons) ..	» 2.700	26. der Stadt Vianden (Knaben)...	„ 2.700
27° à la ville de Wiltz (garçons).....	» 4.100	27. der Stadt Wiltz (Knaben)	„ 4.100
28° à la commune de Wormeldange (garçons)	» 2.400	28. der Gemeinde Wormeldingen (Knaben)	„ 2.400

Art. 2. Ces subsides seront liquidés sur le crédit figurant à l'art. 236 du budget des dépenses de l'État pour l'exercice 1914, au profit du collège des bourgmestre et échevins des communes intéressées.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 juillet 1914.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Avis. — Chemins de fer secondaires et vicinaux.

Les billets dominicaux Bettembourg-Mondorf-les-Bains seront valables, au retour, tant pour le parcours Mondorf-Aspelt-Luxembourg que pour le parcours Mondorf-Aspelt-Bettembourg.

Luxembourg, le 20 juillet 1914.

Le Directeur général des travaux publics,
Ch. DE WAHA

Art. 2. Diese Subsidien werden auf Art. 236 des Ausgabenbudgets von 1914 zu Gunsten des Schöffenskollegiums der betreffenden Gemeinden liquidiert.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxembourg, den 22. Juli 1914.

Der General-Direktor des Innern,
Braun.

Bekanntmachung. — Sekundär- und Vizinalbahnen.

Die Sonntagskarten Bettembourg-Bad-Mondorf haben für die Rückfahrt sowohl auf der Strecke Mondorf-Aspelt-Luxembourg als auf der Strecke Mondorf-Aspelt-Bettembourg Gültigkeit.

Luxembourg, den 20. Juli 1914.

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten,
P. de Waha.

Avis. — Croix rouge.

Suivant une information du Conseil fédéral Suisse, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande vient d'abandonner les réserves, formulées lors de la ratification de la convention internationale de Genève du 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, à propos des art. 23, 27 et 28 de l'acte afférent. (Mém. 1907, p. 673.)

Luxembourg, le 23 juillet 1914.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société de laiterie de Binsfeld a déposé au secrétariat communal de Weiswampach l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des administrateurs et de tous les associés.

Luxembourg, le 24 juillet 1914.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Postes et Télégraphes.

Il résulte d'une note du conseil fédéral suisse de Berne du 16 juillet courant que le Gouvernement de la Grande-Bretagne a notifié l'adhésion des Iles de Fidji, à partir du 1^{er} octobre prochain, à l'arrangement de Rome du 26 mai 1906 concernant l'échange des lettres et boîtes avec valeur déclarée. Cette adhésion est limitée à l'échange des lettres avec valeur déclarée.

Luxembourg, le 25 juillet 1914.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Bekanntmachung. — Rotes Kreuz.

Gemäß einer Mitteilung des schweizerischen Bundesrates hat die Regierung des vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland die gelegentlich der Ratifizierung der Genfer Konvention vom 6. Juli 1906, betreffend die Linderung des Loses der Verwundeten und Kranken bei den im Felde stehenden Heeren, zu den Art. 23, 27 und 28 der einschlägigen Akte geäußerten Vorbehalte aufgegeben. (Memorial 1907, S. 673.)

Luxemburg, den 23. Juli 1914.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E h s c h e n.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 27. März 1900 hat die Molkereigenossenschaft von Binsfeld auf dem Gemeindefekretariat von Weiswampach ein Duplikat der eingetragenen Privaturkunde betreffs des Genossenschaftsaktes nebst einem Verzeichnis hinterlegt, das Namen, Stand und Wohnort der Verwaltungsräte sowie sämtlicher Mitglieder angibt.

Luxemburg, den 24. Juli 1914.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E h s c h e n.

Bekanntmachung. — Post- und Telegraphenwesen.

Zufolge einer Mitteilung des schweizerischen Bundesrates zu Bern vom 16. Juli 1914 hat die Regierung Großbritanniens den Beitritt der Fidji-Inseln zum Abkommen von Rom vom 26. Mai 1906, betreffend den Austausch von Briefen und Kästchen mit Wertangabe, mit Wirkung vom 1. Oktober 1914 ab, notifiziert. Dieser Beitritt beschränkt sich auf den Austausch von Briefen mit Wertangabe.

Luxemburg, den 25. Juli 1914.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Brevets d'invention.

Les brevets d'invention ci-après ont été délivrés pendant le mois de juin 1914, en conformité de la loi du 30 juin 1880, à savoir:

- N° 10717. — 2. Juni 1914. — Umsteuerventil für Gasregenerativöfen. — Heinrich *Küppers* in Peine.
- N° 10718. — 2. Juni 1914. — Verfahren zur Herstellung von Hohlkörpern mit innerer Verkleidung. — Aug. *Roos* in Mühlhausen i. E.
- N° 10719. — 2 juin 1914. — Dispositif de distribution pour moteurs à explosions à quatre temps et à soupapes. — *Société anonyme des Automobiles et Cycles Peugeot* à Paris.
- N° 10720. — 2 juin 1914. — Pendule à réglage et mise à l'heure automatique sous l'action radio-télégraphique d'une station directrice. — *Edouard Belin* à Paris.
- N° 10721. — 4. Juni 1914. — Erleichterung des Aufmachens und Abnehmens von Vorhängen. — Firma *Gebrüder Heitner* in Stuttgart.
- N° 10722. — 5 juin 1914. — Sacoche à provisions pour bicyclettes. — *Hans Lösch* à Sonnefeld (Kobourg).
- N° 10723. — 5 juin 1914. — Bobine radio-active et son mode de construction. — *Pierre Germain* à Paris.
- N° 10724. — 5 juin 1914. — Dispositif permettant simultanément la compression croissante et l'entraînement continu de toutes matières appropriées. — *Ladislav Penkala* à Bois-Colombes (Seine).
- N° 10725. — 5 juin 1914. — Support équilibreur pour bicyclettes ou autres véhicules analogues à deux roues. — *Paul Tourtier* à Paris.
- N° 10726. — 5 juin 1914. — Solution à injecter dans les chambres à air, conservant les pneumatiques gonflés. — *Isidore Bougon, Jean-Georges Eymard* à Paris.
- N° 10727. — 6. Juni 1914. — Riegelschloß für rechts- und links-seitige Türen. — *Fritz Hermanstädter* in Wolkendorf.
- N° 10728. — 9. Juni 1914. — Verfahren zur Herstellung eines Lockmittels für Fliegen und andere Insekten und ein zur Anwendung dieses Lockmittels dienender Glocken-Fliegenfänger. — *Ludwig Pali, Balaton-Bereny*.
- N° 10729. — 10 juin 1914. — Procédé et appareil pour la fabrication de vins mousseux ou de toutes boissons gazeuses ou fermentées et leur stérilisation par l'oxigène sous pression. — *Alexis Chaussepied* à Paris.
- N° 10730. — 10 juin 1914. — Procédé et appareil pour la production de sucre sec, en grains, de sucre moulu, de produits sucrés ou de produits chimiques sans turbinage et sans égoûts. — *Jean-Charles Grière* à Padoue.
- N° 10731. — 11. Juni 1914. — Schiebevorhang. — Firma *Gebrüder Heitner* in Stuttgart.
- N° 10732. — 11 juin 1914. — Appareil protecteur applicable aux tramways et véhicules analogues. — *Antoine Frère* à Liège.
- N° 10733. — 11. Juni 1914. — Schnell zu befestigender Knopf. — *Franz Natter* in Sibratsfäll.
- N° 10734. — 12 juin 1914. — Appareil coupe-vent pour appareils de transport à équilibre cinématique. — *Etienne Buneau-Varilla* à Paris.
- N° 10735. — 13 juin 1914. — Machine à récolter les pommes de terre, carottes, etc. — *L.-A. Naumann* à Harthau (Saxe).
- N° 10736. — 13. Juni 1914. — Parfümkapsel. — *J. H. Hartridge* in Wimbledon Park.
- N° 10737. — 15. Juni 1914. — Vorrichtung um die Liefergeschwindigkeit des Papiers in der Papierspinnerei wesentlich zu erhöhen. — *Charles Moriondi* in Nanterre.
- N° 10738. — 15 juin 1914. — Perfectionnements apportés aux installations pour emmagasiner et distribuer à l'abri de l'air les liquides et en particulier les liquides inflammables tels notamment que les hydrocarbures pour automobiles. — *J.-Fr. Rolland et P.-A.-P. Mauctère* à Paris.
- N° 10739. — 17. Juni 1914. — Gesellschaftsspiel mit bei Treffern automatisch erscheinenden und wieder verschwindenden Figuren. — *Gebrüder Müller* in Schonach i. Schwarzwald.
- N° 10740. — 18. Juni 1914. — Verfahren und Ofen zur Behandlung von Erz insbesondere Eisenerz, in feinzerteiltem oder mulmigem Zustande. — *Dr. Gustav Grända* in Djursholm und *Herman Nilsson* in Nyhammar, Grangårde.
- N° 10741. — Brevet retiré.
- N° 10742. — 20. Juni 1914. — Verfahren zur Gewinnung von Stickstoff-Sauerstoff und Stickstoff-Wasserstoffverbindungen durch Verbrennung von Brennstoffen mittels Luft unter höherem Druck als Atmosphärendruck, z. B. unter 1, 2, 3, 4 und mehr Atmosphären. — *O. Bender* in Potsdan.
- N° 10743. — 22 juin 1914. — Fermeture auto.

matique de canalisations. — Franz Karl *Böhrer* et Eustach *Schell* à Höpfingen.

N° 10744. — 22 juin 1914. — Crible à dépressions coniques, refoulées alternativement vers les deux faces. — Claudius *Graepel* à Hannovre.

N° 10745. — 22. Juni 1914. — Verstellbarer Träger für Dekorationsausstellungsgegenstände und dergleichen. — Richard *Kiesel* in Breiburg-Baden.

N° 10746. — 26 juin 1914. — (Certificat d'addition au brevet d'invention n° 9815, du 17 août 1912). — Dispositif de démontage de pont à vis dans les automobiles, permettant le réglage et la vérification de la vis et de la roue sans démonter le pont. — *Société anonyme des Automobiles et Cycles Peugeot* à Paris.

N° 10747. — 27. Juni 1914. — Ofen. — Emil *Barthelmess* in Neuß a. Rh.

N° 10748. — 27. Juni 1914. — Decke aus Eisenbetonplatten auf eisernen Trägern. — Heinrich *Gockel* in Neuwied.

N° 10749. — 29 juin 1914. — (Certificat d'addition au brevet d'invention N° 10626, du 27 mars 1914). — Procédé de fabrication de béton et de mortiers imperméables, élastiques, ne nécessitant plus de joints de dilatation. — Robert *Houben* à Bruxelles.

N° 10750. — 29 juin 1914. — Chaîne de commande démontable à cales de friction et pièces de roulement. — Friedrich *Wilhelm Sahnlein* à Schierstein.

Rectification :

La publication du brevet d'invention N° 8446, ayant été omise, la liste des brevets d'invention publiée au *Mémorial* de 1910, p. 406, est à compléter par l'ajoute du brevet ci-après : « N° 8446. — 2 mai 1910. — Formkasten für Metall- besonders Eisengießerei. — Wilhelm *Kurze* à Neustadt a. Rübenge (Hannovre).

Ont été transférés :

le 19 mai 1914, le brevet d'invention N° 10179, du 14 mai 1914. — Pompe à vide sans clapet applicable principalement aux machines à fabriquer la glace, à M. Georges *Grilhé* à Paris;

le 17 juin 1914, le brevet d'invention N° 8113, du 18 septembre 1909. — Glühlampenfassung, à M. W. *Dübel* à Charlottenburg;

le 17 juin 1914, le brevet d'invention N° 9045, du 31 mai 1911; — Procédé pour la fabrication de substances explosives de sûreté, à la firme *Vereinigte Köln-Rottweiler-Pulverfabriken* à Berlin.

Les brevets suivants sont éteints pour défaut de paiement de la taxe annuelle :

N° 6265. — Verfahren und Einrichtung zur Herstellung von Briketts aus preßfähigen Stoffen beliebiger Art ohne Anwendung eines Bindemittels.

N° 6742. — Forme nouvelle d'exécution des fours électriques à induction.

N° 6756. — Procédé et appareil pour la téléauto-transmission électro-mécanique d'images à demi-teintes, portraits et autres photographies, de gravures, de manuscrits, de typogrammes etc., avec utilisation du téléphone de Bell ou d'électro-aimants polés ou non.

N° 6777. — Heliographisches Verfahren zur Auftragung von mittels Sandbläserei auf Glas oder Stein einzugravierender Verzierungen und Inschriften.

N° 7288. — Dispositif de réglage du combustible dans les groupes électrogènes mixtes.

N° 7289. — Dispositif de réglage des combustibles dans les groupes électrogènes mixtes.

N° 7305. — Arçon pour selles de charge avec cannelures ou bourrelets à section réduite du centre aux extrémités.

N° 7835. — Verfahren und Vorrichtung zum Schmelzen von Eisen und Stahl auf elektrischem Wege.

N° 8362. — Appareil pour chauffer l'air ou les fluides, les aliments et autres produits.

N° 8390. — Tonreiniger.

N° 8886. — Verfahren und Vorrichtung zur Herstellung von Steinplatten.

N° 8895. — Perfectionnements dans les bandes molletières.

N° 8896. — Boîte à graisse pour matériel roulant ou autres.

N° 8908+9055. — Frein hydraulique appliqué aux roues directrices des véhicules automobiles.

N° 8909. — Perfectionnement dans les métiers continus à anneaux à filer et retordre les matières textiles.

N° 8910. — Feuerlöscher.

N° 8911. — An Staubkämmer anzubringender Sammelbehälter.

N° 8913. — Electrodes pour accumulateurs comportant des électrolytes alcalins.

N° 8925. — Neuerung an elektrischen Kochapparaten und Wasserehitzern.

N° 8927. — Dispositif hydraulique.

N° 8930. — Procédé et outil pour le tranchage de la pierre.

N° 9523. — Table pliante.

N° 9527. — Instrument à calculer.

N° 9531. — Transportvorrichtungen zur Vorführung bezw. Projizierung von mittels Schaltwerk durch Glühlampen beleuchteten Reklamebildern, Aufschriften od. dgl.

N° 9554. — Procédé de fabrication de briques creuses fermées sur toutes leurs faces.

N° 9557. — Sicherung für Fahrzeuge gegen Diebstahl und unbefugte Benutzung.

N° 9559. — Sprossenkreuzung für schmiedeeiserne Fenster.

N° 9564. — Procédé de production de films cinématographiques.

N° 9566. — Elektrischer Lichtreklame-Apparat.

N° 9568. — Flaschenverschluß.

N° 9575. — Drehrest für Gaserzeuger.

N° 10084. — Elastischer Radreifen.

N° 10087. — Wagenbremse.

N° 10088. — Angel für Türen, Fenster u. dgl.

N° 10091. — Tube à parois élastiques destiné principalement à remplacer la chambre à air des bandages pneumatiques.

N° 10093. — Geschützter Automobil- und Fahrradreifen.

N° 10100. — Fahrtrichtungszeiger für Automobile oder andere Fahrzeuge.

N° 10103. — Dispositif de mise en marche électromécanique des moteurs à explosions.

N° 10108. — Nouveau véhicule à traction animale ou force motrice quelconque.

N° 10114. — Montre avec notation horaire de 24 heures.

N° 10115. — Moteur rotatif à vapeur et à tous autres fluides.

N° 10118. — Cendrier perfectionné.

Luxembourg, le 24 juillet 1914.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSOHN.

Caisse d'épargne. — A la date des 10, 11 et 17 juillet 1914, les livrets nos 174414, 136687 et 48968 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits. Faut par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 25 juillet 1914.

